

LE TECHNICIEN ET LE DEMAGOGUE

Yves DORION

Avril 1939 (Propos sur les pouvoirs, p. 122)

On aimerait bien que le pouvoir ne soit pas entre les mains de gens incompetents. On se gausse d'un ministre de l'education nationale qui ne serait pas titulaire de quelque titre universitaire, d'un ministre des armees qui serait un civil, d'un ministre des travaux publics qui ne serait pas quelque peu ingénieur, etc. Beaumarchais résume le scandale : " on pense à moi pour une place, mais par malheur j'y étais propre : il fallait un calculateur, ce fut un danseur qui l'obtint " (*le Mariage de Figaro*, V, 3). On souhaite naturellement que les décisions soient prises par des connaisseurs. On souhaite ce qu'on pourrait saluer comme le gouvernement de l'élite. C'est pourtant une grossière erreur, car il ne convient pas que les bons techniciens sortent de leur département. Il ne faut pas confondre le pouvoir du technicien, qui lui est conféré par le pouvoir politique, délégué par lui, tenu d'en haut, et le pouvoir politique lui-même au-dessus duquel il n'y a rien, qui par conséquent est nécessairement tenu d'en bas, c'est-à-dire conquis et conservé par soumission au peuple. Le premier, le pouvoir administratif, peut être aussi brutal qu'on voudra, non parce qu'il repose sur une compétence, mais parce qu'il ne doit aucun compte à ses administrés. L'autre, le pouvoir politique, est au contraire sans cesse obligé de persuader et de négocier : c'est la raison pour laquelle il doit toujours se tenir poliment à l'écoute de ce qui se dit. Celui qui affecte de traiter les hommes de la manière la plus brutale ne peut pas être le pouvoir suprême, mais seulement un pouvoir subalterne. La place de l'élite n'est pas au gouvernement, mais dans l'administration des choses ; d'ailleurs elle s'y trouve, et sur ce plan-là il n'y a rien à désirer de mieux.

Le pays est administré par l'élite, mais administrer n'est pas gouverner. Lorsqu'on demande que le pays soit gouverné par l'élite, c'est parce qu'on pense que les difficultés politiques tiennent à l'incompétence de ceux qui exercent le pouvoir. Mais il n'y a là en réalité aucun problème, car dans toute administration l'accès au corps se fait sur concours et la promotion sur le jugement des supérieurs hiérarchiques. Il n'est pas vraisemblable que les fonctionnaires de l'Armée ne connaissent rien aux armes, que ceux de l'Education nationale ne connaissent rien à l'enseignement, que ceux de l'Equipement ne connaissent rien aux ponts et chaussées, etc. Tout au contraire, malgré quelques

exceptions qu'on ne saurait légitimement tenir pour représentatives, tous ces gens-là savent bien ce qu'ils font et sont en outre animés du désir de faire encore mieux. Mais que l'élite soit à sa place et qu'elle détienne le pouvoir qui lui revient ne signifie nullement que lui revienne le pouvoir de gouverner. Le gouvernement en effet implique un arbitrage entre les administrations. Un militaire veut des armes, un maître veut des écoles, un ingénieur de l'équipement veut des routes. Chacun veut aussi toutes les armes, ou toutes les écoles, ou toutes les routes qui lui semblent très raisonnablement nécessaires afin de satisfaire les besoins du pays. Mais il n'est pas possible de satisfaire tous ces besoins à la fois. Au-dessus du pouvoir technocratique le pouvoir politique devra trancher afin de concilier au mieux les besoins avec le possible : on pourra construire tant de canons, tant d'avions, tant d'unités navales, mais pas plus. Car il faut aussi des écoles et des universités, des chaussées et des ponts, etc. qu'on ne pourra pas construire non plus aussi nombreux qu'on le souhaiterait. Il appartient au pouvoir administratif de pousser aussi loin qu'il lui semble légitime de le faire la revendication des moyens qui sont de son domaine. Mais une compétence va nécessairement à l'encontre de l'autre, parce qu'elle l'ignore et même refuse obstinément de la reconnaître : il suffit de songer à la réputation qu'ont les militaires chez les maîtres d'école ...et réciproquement !

Par conséquent n'écouter que l'un d'entre eux, ce serait réduire l'homme et le définir comme un animal qui se bat, ou qui apprend, ou qui roule, etc. Chacun vise la perfection et c'est évidemment très louable. Or " toutes ces perfections luttent ensemble et retombent sur nous de tout leur poids ". Chacune a son prix et le budget de la nation n'est pas inépuisable. Il faut donc au-dessus de toutes les administrations un pouvoir qui n'est plus de la même essence, qui ne repose plus sur la compétence, qui n'est plus technocratique mais qui est enfin proprement politique. Il lui revient de voir l'ensemble des besoins du pays, de les hiérarchiser, de les coordonner et enfin de faire un homme qui n'ait pas pour unique fonction de se battre, ni d'apprendre, ni de rouler, etc. mais qui soit humainement le meilleur possible. Chaque spécialiste dans la qualification qui lui appartient se fait une idée du meilleur qui est tout à fait inhumaine, irréductible à celle que s'en fait l'autre et incompatible avec elle. Cette catégorie très diversifiée de techniciens n'est pas de celles qui produisent : tout au plus organise-t-elle. Il est très remarquable, et nullement regrettable, que la distinction entre le pouvoir administratif et le pouvoir politique la soumette à ceux qui n'ont pas de qualification, pas de compétence pour décider dans aucun de ces domaines, mais qui a l'opposé de cette catégorie produisent : l'ensemble des producteurs, qui fait le peuple, qui constitue le souverain et qui décide soit directement, soit par ses représentants. Les compétents sont soumis aux incompetents, diront les esprits chagrins. Mais plus exactement ceux qui ont une vue spécialisée et partielle sont soumis à l'ensemble du peuple, qui a une vue d'ensemble des problèmes. Il n'est donc pas seulement vrai que les élites ne gouvernent pas, il faut ajouter que cela est heureux. L'acte suprêmement politique dans un pays quelconque comme dans toute communauté, c'est le vote du budget, qui appartient légitimement au peuple et heureusement pas aux spécialistes.

Il faut en outre distinguer que c'est parce qu'il est limité que le pouvoir administratif est absolu. Le pouvoir administratif n'est jamais plus fort que dans l'Armée : là il s'exerce avec la brutalité la plus extrême, parce qu'il est alors dans un milieu isolé, fermé, comme retiré hors du monde, lequel devient un extérieur assez lointain avec lequel les hommes n'entretiennent plus que des rapports épistolaires. On sait quelle est pour les soldats l'importance de la lettre, celle qu'ils écrivent et celle qu'ils lisent. Ils ne sont pas rendus à la vie civile tous les soirs à 17 h, ni les samedis et dimanches ; ou bien alors

la privation de sortie reste suspendue au-dessus de leur tête comme l'épée de Damoclès, à la discrétion des supérieurs hiérarchiques. C'est d'ailleurs un moyen de torture bien connu, employé avec tout le raffinement des bourreaux qui exercent proprement leur métier. Le sous-officier de quart, dont la fonction exige qu'il joue à la perfection le rôle d'un abruti, annule la permission au dernier moment et sous le prétexte le plus futile, c'est-à-dire sans aucune raison autre que la volonté de brimer et d'humilier le soldat. Cela paraît très méchant, mais c'est le meilleur moyen de lui enseigner que les ordres ne se discutent pas. C'est le moyen très efficace de briser toute volonté, en tant qu'elle est tentative de se donner une loi intelligible. Le soldat puni méditera dans sa chambrée vide, ou dans la salle de police aussi longtemps qu'il sera bon et découvrira que les décisions prises par la compétence militaire ne peuvent être discutées par les incompetents. Ce sera d'ailleurs une excellente préparation à la vie civile où l'incompétent rencontrera d'autres compétences... En temps de guerre et non plus de caserne ce pouvoir paraît moins arbitraire, mais il est toujours au-dessus de toute discussion. Il revient au capitaine de changer le cantonnement. Même si dans un lieu quelconque les hommes finissent par se créer leurs commodités, afin de se tenir à l'abri et au chaud, afin de s'allonger, afin de se laver, afin de trouver un ravitaillement complémentaire à la roulotte, tous les cantonnements cependant ne se valent pas. Certains recèlent manifestement des richesses qu'on ne retrouve pas lorsqu'on les quitte et de toutes façons il est désagréable d'abandonner ses habitudes. De la décision de l'officier dépend que la vie des hommes leur soit lourde ou relativement légère. L'exercice de ce pouvoir semble terrible parce qu'il est inaccessible à la discussion, aux arguments, à la raison. L'homme de troupe peut avec raison faire observer au capitaine qu'il n'y a pas lieu de changer de cantonnement, ou qu'il en existe à quelques centaines de mètres un meilleur que celui qu'il a choisi, ou qu'il serait astucieux d'attendre les événements proches pour procéder à cette opération : il plaide en vain, il aura tort si l'officier en a décidé ainsi. S'il insiste pour faire entendre son point de vue, il sera puni. Si les hommes grognent pour faire entendre leur insatisfaction, ils seront punis. Dès que le supérieur flaire la moindre velléité d'entrer avec lui dans un rapport de forces dans le but de le détourner de sa décision, il exerce sa force avec d'autant plus de cynisme, c'est-à-dire avec le plus total mépris des hommes. Il peut bien être conscient qu'il a eu tort, son problème n'est pas de se faire comprendre, il est seulement de maintenir la hiérarchie : à quoi tous les moyens sont bons. La punition peut aller de la corvée aux arrêts, et en temps de guerre jusqu'au peloton d'exécution.

Sous l'administration des militaires tout ce qui est normal, légitime, irrécusable doit apparaître comme une faveur, une grâce accordée sans raison intelligible, aussi bien qu'elle peut être refusée sans davantage de raison. Le désir d'utiliser ses compétences, le besoin de prendre le repas, celui même du repos ne seront reconnus qu'à contretemps, et par système. " Le capitaine était comme un dieu pour nous " ; c'est-à-dire que ses décisions étaient arbitraires, inintelligibles, mais aussi que puisque la raison était inutile pour tenter de se le concilier, il fallait comme avec tous les foutriquets de l'Olympe et d'ailleurs employer envers lui la prière et les sacrifices. Lorsque les hommes veulent obtenir des dieux ce qui devrait aller de soi, mais qui ne va pas de soi, ils les caressent dans le sens du poil. Avec les dieux il n'y a pas de justice, il n'y a que des faveurs et c'est pourquoi, comme le dit Platon dans Euthyphron, " la piété est une technique commerciale réglant les échanges entre les dieux les hommes " (14e). Afin d'obtenir d'eux ce qu'on désire, il faut leur adresser des cadeaux. S'ils donnent quelque chose avant qu'on l'ait demandé, on ne peut se tenir quitte tant qu'on ne l'a pas payé. Même avec la vierge Marie, réputée intercéder bénévolement, il faut entrer dans ce commerce.

C'est donnant donnant : le marin ne se croit échappé à la tempête que parce qu'il a fait vœu à la vierge Marie de suspendre dans sa chapelle une belle maquette reproduisant son navire miraculé. Il redouterait les conséquences de sa désinvolture, s'il négligeait d'honorer son engagement. L'homme de troupe emploie prière et sacrifices afin d'obtenir ce qui est suspendu au bon plaisir de l'officier, et celui-ci se plaît et se complaît bien entendu à ce rôle qui le flatte. Dans toute administration il existe une hiérarchie, des chefs et des sous-chefs qui tyrannisent leurs subalternes... lesquels se vengent sur les administrés. Derrière son guichet l'employé de bureau se plaît à laisser entendre qu'il ne remplit que par bonne grâce la fonction pour laquelle il perçoit pourtant un traitement ; il jouit lui aussi des prières et sacrifices. Dans son essence l'administration militaire n'est pas exceptionnelle, elle est seulement la plus puissante de toutes.

Son pouvoir est admirable, certes, et parmi ceux qui l'exercent quelques-uns en viennent à penser que la société civile serait bien mieux ordonnée si le pouvoir y appartenait aux militaires. Que l'on confie à l'Armée les tâches de la police, que l'on applique partout les méthodes qui réussissent si bien dans les régiments, que l'on transforme la société tout entière en une vaste caserne, c'est le rêve de celui que Brel a si bien nommé Caporal Casse-ponpon, et avec sa réalisation c'en sera fini de la désobéissance, du désordre et de la chienlit ! Pour sortir le pays de la crise, il faut mettre à sa tête des militaires ! Il faut occuper les ministères, la télévision, les centraux téléphoniques, etc. Il faut mettre des chars aux carrefours. Il faut disperser les manifestations et les rassemblements. Il faut emprisonner et même fusiller ceux qui désobéissent et qui complotent, et préventivement ceux aussi qui risquent de le faire, ceux dont les renseignements militaires savent qu'ils peuvent le faire. Ce doux rêve ne germe que trop souvent sous les képis. Et trop souvent les généraux ou les colonels passent à l'acte. Mais les résultats de l'occupation militaire, du coup d'Etat de l'Armée, ne sont pas ce qu'espéraient leurs inspirateurs et leurs instigateurs. Car vouloir mettre les militaires au gouvernement, c'est confondre deux sortes de pouvoirs. Le pouvoir administratif, et singulièrement le pouvoir militaire, n'est absolu que parce qu'il est limité. Il peut n'avoir aucun égard aux subalternes, parce qu'il ne dépend pas d'eux. Mais en revanche il dépend entièrement du pouvoir politique, qui l'a nommé. Sa puissance, si absolue qu'elle paraisse, n'émane pas de lui-même, mais elle lui est déléguée, elle lui est donnée par décret. Il n'est absolu que parce qu'il n'est pas au sommet. Un général n'est fait général que par le conseil des ministres ; les opérations qu'il dirige lui sont confiées par le gouvernement. Il n'a donc aucun compte à rendre à ceux sur lesquels il exerce son commandement, en effet, mais c'est parce qu'il a des comptes à rendre au pouvoir politique. Alors, objectera-t-on naïvement, si les militaires s'emparaient du pouvoir politique, ils n'auraient plus de comptes à rendre à personne !

Rêve puéril, ignorant de la nature du pouvoir politique. Il est au sommet de tous les pouvoirs, c'est certain, mais de ce fait il est aussi le plus dépendant. Bien évidemment il cherche à masquer sa dépendance, et c'est la raison pour laquelle il a souvent prétendu être de droit divin et prétend encore quelquefois être de droit " scientifique " : comme le soi-disant Parti communiste chinois, qui revendique le droit incontestable d'administrer un tiers de l'humanité, parce qu'il en serait l'avant-garde éclairée. Mais le rôle d'avant-garde ne se décrète pas, il se prouve dans les actes et il doit se prouver à nouveau tous les jours. Or devant qui faut-il faire la preuve ? sinon devant le peuple, seul juge, juge souverain de la légitimité du pouvoir politique. Qu'un " quarteron de généraux félons ", comme disait joliment le Président de Gaulle, renverse le gouvernement issu des élections et se

substitue à lui, il ne se maintiendrait qu'à la condition de se faire comprendre des gouvernés, de s'en faire approuver, de satisfaire leurs intérêts. Il ne pourrait aucunement ignorer cette préoccupation, il devrait au moins la feindre avec habileté. Il devrait chercher à convaincre, chercher à plaire : c'est-à-dire qu'il devrait aller jusqu'à renoncer à être militaire. " Si militaire qu'il soit, il exerce alors un pouvoir civil ; il explore l'opinion, il donne ses raisons, il persuade ; en un mot il ne cesse de négocier ". Le vrai maître du pouvoir politique, le souverain inaliénable dirait Rousseau, c'est le peuple. On peut tenter de l'abuser et y réussir, mais on ne peut se passer de son consentement. Le pouvoir politique est soumis au jugement populaire, et par conséquent il flatte le peuple. La place de la flatterie dans l'exercice du pouvoir politique est inversée relativement à ce qu'elle est dans l'exercice du pouvoir administratif. Le second aime être flatté, tandis que le premier aime à flatter.

C'est ce que comprennent mal les militaires lorsqu'ils voient faire les politiques. Ils ne comprennent pas l'essence du pouvoir civil. Le leur leur est donné, délégué, commis ; tandis que celui-ci, loin d'être reçu est conquis. Cela fait qu'il ne se trouvera aucune différence entre le chef qui s'empare du pouvoir comme le condottiere machiavelien et celui qui succède à son père, né sur le trône. Louis XVI était roi héréditaire, il n'a pas su le rester. Il n'a pas été attentif à ce que réclamaient les Etats généraux. Il a cru naïvement qu'il tenait son pouvoir d'en haut et qu'il pouvait mépriser les voix venues d'en bas. Or c'était d'elles qu'il tenait son pouvoir, comme le lui rappela Mirabeau : " nous sommes ici par la volonté du peuple, et nous n'en sortirons que par la force des baïonnettes ". A trop irriter la patience des Etats généraux et des assemblées qui leur succédèrent, à refuser de faire droit à leurs revendications les plus profondes, ce roi perdit son trône et finalement la tête. Bonaparte par contre n'était pas né sur le trône, mais il y monta parce que tel était le désir du peuple. Le coup d'Etat du 18 brumaire ni dans son initiative ni dans sa réalisation n'est proprement bonapartiste. Depuis des mois Siéyès, Ducos, Fouché, Talleyrand, Cambacérès et quelques autres qui détiennent le pouvoir sont à la recherche d'un général qui accepterait être le sabre qui manque à la République thermidorienne pour satisfaire les intérêts de ses mandants, à savoir la bourgeoisie industrielle et commerçante. L'intelligence de Bonaparte est d'avoir compris depuis les sables de l'Égypte ce qui échappait à d'autres qui hantaient pourtant les antichambres parisiennes, à savoir que l'acteur qui jouerait ce rôle était attendu et qu'il pouvait être celui-là. Le coup d'Etat n'était qu'une formalité, si peu décisive que sa réussite put y être médiocre. Ce qui importait était la mise en place d'un pouvoir politique qui pût fait régner l'ordre à l'intérieur et rétablir par des victoires décisives les conditions extérieures de la prospérité. Après quelques années il apparut que ce programme politique n'était qu'imparfaitement réalisé, car si Fouché à l'Intérieur et Talleyrand aux Affaires étrangères remplissaient correctement leur rôle, l'Empereur lui-même en perpétuant l'état de guerre allait contre sa mission. Le poids des guerres, même victorieuses, s'alourdissant d'année en année et lui-même ne sachant y mettre un terme, ses défaites furent un soulagement, parce qu'elles ouvrirent la voie à son remplacement. La Restauration de 1814 n'a pas d'autre raison. Si le pouvoir militaire ne sait pas effectuer de lui-même sa mutation en pouvoir civil, il tombe inévitablement tôt ou tard. Bonaparte n'acceptait pas de discuter avec les puissances de la société civile, parce qu'il était trop militaire pour réussir cette mutation. Le résultat est qu'elles l'ont lâché : tant pis pour lui. Les hommes d'Etat, conclura-t-on avec Alain " sont toujours élus en ce sens qu'on ne cesse de les juger, et qu'ils ne peuvent refuser d'être jugés ".

Il faut comprendre toute la différence qui oppose une carrière politique à une carrière militaire ou technocratique en général. Celle-ci repose tout entière sur un avancement qui est accordé par la hiérarchie. On ne passe les grades les uns après les autres que lorsqu'on en est jugé digne par les chefs immédiatement supérieurs. Si l'on n'avance que par l'ancienneté, un grade supérieur ne signifie pas un pouvoir supérieur mais seulement un traitement supérieur. Un militaire est nommé capitaine, puis colonel, puis général. Il voudrait encore être nommé chef d'Etat : " mais par qui nommé ? " Le chef d'Etat n'est pas nommé mais élu. Et le débutant n'a aucune chance d'être élu chef d'Etat. Le politique doit lui aussi monter les grades un à un. Il doit lui aussi commencer petit. Mais il n'a pas de supérieurs qui puissent l'en juger digne. Ce sont les électeurs de sa ville, puis ceux du canton, puis un jour ceux de la circonscription législative auprès desquels il s'établit. Il ne lui faut pas de diplômes, mais une connaissance des hommes, de leurs passions et de leurs intérêts, avec la manière d'en jouer et de les utiliser. Serrer les mains, remettre des décorations, participer au goûter des petits vieux, tel est son pain quotidien. On s'étonnait que les discours d'un homme politique très puissant fussent si creux. Mais c'est le contraire qui serait étonnant, car il faut contenter les uns sans déplaire aux autres, il faut être poli avec les syndicats ouvriers comme avec les représentants des patrons, avec les agriculteurs comme avec les commerçants, avec les sportifs comme avec les anciens combattants, etc. Quelle autre solution que de cultiver l'art de ne rien dire ? Mais alors, quelle carrière ! Conseiller municipal, maire, conseiller général, sénateur, président de la Commission des lois et enfin pour couronner le tout membre du Conseil constitutionnel. Quel nageur aussi : mis à part un petit cafouillage en début carrière qui le rendit inéligible à la Libération, car l'expérience ne s'improvise pas, il fut élu et en fonction par tous les temps, je veux dire sous tous les gouvernements. Certes, contrairement aux chefs militaires il a dû se donner la patience d'écouter toute plainte comme tout raisonnement, il a dû s'appliquer à ne faire paraître jamais, et mieux encore n'avoir jamais de bon plaisir. Le ressort constant de sa carrière fut de toujours sur toute question s'en rapporter au jugement de ceux qu'elle concernait et de se mettre en harmonie avec leurs pensées. Le vrai politique n'a pas de pensée propre, il a celle de ses électeurs. Le pouvoir politique est démagogue par essence. C'est d'ailleurs bien là ce qui fonde la nécessité de le surveiller, de l'interpeller. Pour se maintenir il adopte aujourd'hui avec enthousiasme les opinions qu'il combattait hier. On reprochait à tel illustre dignitaire des IV^e et V^e Républiques d'être une girouette. A cela il répondait finement : " ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent !" Eh oui, si la fonction du politique n'est que d'aller dans le sens du courant populaire, alors il est inutile qu'il ait une seule conviction, une seule idée. Il lui suffira de celles de ses électeurs et il les changera avec eux. Mais le peuple n'a-t-il pas besoin que s'exerce aussi une autre fonction, comme celle que remplit le journaliste de la Dépêche de Rouen, lorsque seul contre presque tous, à contre-courant, il prononce un réquisitoire contre la guerre qui s'approche ? C'est d'ailleurs ce que voulait dire Platon, qui ne reprochait à la démocratie qu'une seule chose, de n'être qu'une démagogie. Afin de la sortir de cette ornière, il faut des Socrate et des Alain, c'est à dire qu'il faut des gens qui n'ont aucune ambition d'être élus et qui pourtant s'adressent au peuple animés seulement de la passion de la vérité. La vie politique a besoin des philosophes. Assurément pas pour administrer, car ils ne sont pas techniciens, ni pour gouverner, car ils ne sont pas démagogues ; pourquoi alors ?